Bibliothèques
gouvernementales
du Québec

INTER-RÉSEAU

ANALYSE DE LA DOCUMENTATION COURANTE

LEGISLATIVE LIBRARY OF ONTARIO
LEGISLATIVE LIBRARY
WITHDRAWN

Gouvernement du Québec
Bibliothèque de la législature

Bibliothèques participantes

BL	-	Bibliothèque de la Législature
BA (G)	-	Bibliothèque administrative du Ministère des Communications (Edifice G)
BA (H)	-	Bibliothèque administrative du Ministère des Communications (Edifice H)
		N.B. Les analyses faites pour la Bibliothèque administrative sont rédigées au Centre de documentation du Ministère des Communications
TF	-	Bibliothèque du Ministère des Terres et Forêts

101-07583/

Bibliothèques gouvernementales du Québec

INTER-RESEAU

Analyse de la documentation courante

Vol. 1, no 4, juillet 1974

Dépôt légal, 2e semestre 1974
Bibliothèque Nationale du Québec

LISTE DES SUJETS MENTIONNES

	Pages
Affaires sociales	1
Agriculture	1
Agriculture - Saguenay-Lac-Saint-Jean	2
Alcoolisme	2
Aliments - Prix	3
Arbres - Maladies	3
Baie James	4
Bibliothèques gouvernementales fédérales	4
Cantons	5
Cegeps	5
Code civil - Suisse	6
Conseil régionaux de la santé et des services sociaux (CRSSS)	6
Construction - Industrie	7
Coopératives	7
Corruption politique - France	7
Counseling	8
Crimes et criminels - Etats-Unis	8
Culture - Québec	9
Délinquance juvénile - Etats-Unis	9
Dettes et créances - lois et règlements	10

Pages

Divorce - Canada	11
Eau - approvisionnement	11
Economie - Canada	12
Economie - Québec	12
Eglise - Québec	12
Electrotechnique - Terminologie	13
Energie	13
Enseignement professionnel collégial	14
Entreprises, petites - Etats-Unis	15
Environnement	16
Environnement - technologie scientifique	19
Etudes, abandon des - Etats-Unis	19
Etudes, réussite des - Etats-Unis	20
Etudiants contestataires - Etats-Unis	21
Femmes mariées - Travail	21
Fiscalité - Canada	22
Fiscalité - France	23
Fonction publique - Syndicalisme - Etats-Unis	24
Garderies	24
Gestion	25
Gestion - Participation du personnel	26
Impôts, voir: Fiscalité	26

Pages

Incendies - Prévention 26

Incendies criminels 27

Indépendance économique - Canada 27

Indiens - Etats-Unis 28

Industries - Québec 28

Information Canada - Organisation 29

Insectes forestiers 29

Insectes nuisibles 30

Langues 31

Logement - Etats-Unis 31

Manufactures - Statistiques 32

Mesureurs de bois 33

Météorologie - Bois Francs (région) 33

Mines et ressources minières - Explorations côtières 33

Ministères canadiens - 1867-1973 34

Minorités - Etats-Unis 34

Monnaie 35

Municipalités - Répertoire 35

Nationalisation - Grande-Bretagne 36

Nouveau-Québec 36

Parti progressiste-conservateur (Canada) - Histoire 37

Pages

Pauvres - Conditions sociales - Canada 37

Pays en voie de développement 38

Personnes âgées - Logement 39

Petites créances, voir: Dettes et créances - Lois et règlements 39

Pharmacies d'hôpitaux 40

Pollution 40

Postes - Administration publique fédérale 44

Premier Ministre 45

Présidence - Etats-Unis 45

Produits pétroliers - Commerce 46

Radioactivité - Effets biologiques et physiologiques 46

Relations interparlementaires - Canada- Etats-Unis 47

Salaire minimum, voir: Travail - conditions 47

Santé - Systèmes de classification 48

Sociétés multinationales 48

Syndicats canadiens 48

Tenue de livres 49

Tordeuse des bourgeons de l'épinette, voir: Insectes nuisibles 49

Touristes - Etats-Unis 49

Transport en commun 50

Transport maritime - Assurances - Etats-Unis 50

Pages

Transport scolaire 51

Transports - Législation 51

Travail, Analyse du 52

Travail - Conditions 54

Travail - Conditions - Etats-Unis 55

Travail - Satisfaction - Etats-Unis 55

Travail - Sécurité et hygiène - Etats-Unis 56

Urbanisme et urbanisation 57

Usines - Localisation 58

AFFAIRES SOCIALES

LEMIEUX, Vincent, RENAUD, François et SCHOENBERG, Brigitte Von. "La régulation des affaires sociales: une analyse politique", Administration publique du Canada, 17, 1, printemps 74: 37-54.

BL

Le gouvernement peut être défini comme la régulation des affaires publiques et celle-ci peut être distinguée en communication et en commandement. Se situant dans la perspective de l'analyse politique où la régulation est vue comme commandement de la communication, on en arrive à la conclusion qu'au Québec, dans le secteur des affaires sociales, les situations actuellement atteintes indiquent que le gouvernement et les établissements plus que les populations, ont réussi à imposer "leur" loi.

AGRICULTURE

LEFEBVRE, Marie-Anne Boudeweel. "Réflexions sur la mise en valeur du domaine agricole du Québec", Le Géographe canadien, 18, 1, printemps 74: 16-25.

BL

Les problèmes évoqués sont ceux de la diversification du système de culture, de son adaptation aux potentiels pédologiques et agro-climatiques; de la révision de la morphologie agraire, de la restructuration de l'exploitation familiale. La question de la captivité des marchés est soulevée et celle de l'avenir des collectivités rurales dans le contexte actuel de la planification du territoire.

Québec (Province) Ministère de l'Agriculture. L'agriculture et sa rentabilité. Profitable farming. Brôme, Wolfe, Compton, Richmond, Shefford, Stanstead, Sherbrooke. (texte bilingue). Québec, 1974. 20 p.

BA (G)

Nouvelles et communiqués à l'intention des agriculteurs de la région et portant sur les modifications apportées aux règlements sur les semences, la production végétale, le crédit agricole, la production animale, l'assurance-récolte, la prévention des maladies, etc.

AGRICULTURE - SAGUENAY-LAC-ST-JEAN

TREMBLAY, Alain et BERGEVIN, Jean-Claude. Plan d'aménagement intégré des ressources rurales de la région Saguenay-Lac St-Jean. Région XII, Plan agro-forestier. Québec, Ministère de l'Agriculture, 1973. 144 p.

BA (G)

Ce document contient le matériel et les données nécessaires pour mieux conseiller et diriger l'agriculteur. Il propose des orientations nouvelles sans perdre de vue les ressources et les contraintes biophysiques ainsi que les potentiels économique et humain du milieu. Il contient: la description du plan, ses buts et ses objectifs, le plan de zonage agricole, la détermination et description des zones, les programmes d'application, avec en annexes la liste détaillée des programmes, les règlements concernant le programme de réaménagement foncier et les mesures d'assistance.

ALCOOLISME

Baltimore. City Health Department. Alcoholism Center. Handbook for the Alcoholism Counselor, second edition. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1970. 78 p.
HE

BL

Le traitement des alcooliques s'est toujours heurté à de nombreuses difficultés: manque de personnel compétent, résistance de certains hôpitaux, etc... Ce volume étudie ce phénomène de l'alcoolisme, et essaie d'apporter certaines idées nouvelles dans la façon de le traiter.

"Its content is of two types: first about alcohol and the ways the drug is used and misused. This is factual information. Secondly, the handbook deals with the problem of how to work with people, alcoholics and their families, to alleviate the medical and social problems of the community as they are related to alcohol. The handbook deals with a "thing", alcohol, and a process, helping the alcoholic and his family and those in the community who are responsible for their care and management. The first job is relatively easy and has been done often before. The second task has been more of an adventure I suspect it will

stand up as a second tactical tool to put the present state of knowledge to work for hte promotion of the health and the protection of the health of that part of the population threatened by the disease of alcoholism."

ALIMENTS - PRIX

Canada. Commission de surveillance du prix des produits alimentaires. L'industrie laitière au Canada: une perspective à court terme, par David L. MacFarlane et Lewis A. Fischer. Ottawa, 1974. 135 p.

BL

"La présente étude, porte sur l'industrie laitière canadienne et les problèmes que doit résoudre la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires. Les principaux champs d'intérêt de la Commission sont: (1) la montée en flèche de l'élément "alimentation" dans l'indice des prix à la consommation (IPC) au cours de 1972 et 1973, (2) comprendre les forces naturelles et économiques qui entraînent la montée rapide des prix de vente au détail, (3) élucider les répercussions qu'ont sur les diverses classes de revenu les augmentations du prix des aliments, et (4) compte tenu de ce qu'elle sait sur ce qui vient d'être mentionné, recommander des mesures propres à contenir et à limiter la montée des prix. Cette étude, en fonction des problèmes précédemment mentionnés, porte sur environ deux ans, à compter de décembre 1973. Cette restriction n'exclut pas la possibilité d'étudier des problèmes ou de faire des recommandations portant sur une plus longue période. En somme, nous (les auteurs) voulons produire un rapport qui aiderait la Commission à exercer son mandat plutôt que sur l'étude des problèmes permanents de l'industrie laitière canadienne."

ARBRES - MALADIES

DAVIDSON, Jean-Guy. Notes de pathologie forestière; tournée d'information et entomologie et pathologie forestières dans les Sociétés de conservation 1974. Québec, Ministère des Terres et Forêts, Direction générale de la conservation,

BA (G) Laboratoire de pathologie forestière, 1973. 46 p.

Les principales maladies d'arbres au Québec sont causées soit par des agents physiques ou des agents pathogènes. Les premières, les maladies physiogéniques sont dues à des agents atmosphériques, climatiques, etc. tels le froid, la chaleur, la déficience ou le surplus d'eau, les carences en nutrition, les toxicités et les traumatismes. Les maladies pathogéniques, dues à des agents vivants, comprennent la maladie des tissus tendres, la maladie des racines, les maladies des feuilles, les maladies du système respiratoire, les maladies des assises génératrices, les déformations sur conifères, les caries etc. Les noms spécifiques des maladies sont suivis de la description de leurs symptômes, des arbres-hôtes, et des moyens thérapeutiques appropriés à chaque cas.

BAIE JAMES

BL MALOUF, Albert. La Baie James indienne; texte intégral du jugement du juge Albert Malouf. Présentation de André Gagnon. Montréal, Editions du Jour, c1973. 211 p.

Texte intégral du jugement du juge Albert Malouf rendu public le 15 novembre 1973; suivi du texte de la décision de la Cour d'appel du 22 novembre 1973; en annexe: loi à l'effet d'étendre les frontières de la province de Québec (loi sanctionnée le 1er avril 1912).

BIBLIOTHÈQUES GOUVERNEMENTALES FEDERALES

BL Canada. Bibliothèque Nationale. Bibliothèques du gouvernement fédéral. Ottawa, Information Canada, 1974. iv. non paginé. (Répertoire des bibliothèques canadiennes, 1).

"En 1973, le centre de documentation sur les bibliothèques de la Bibliothèque nationale se vit octroyer des crédits lui permettant de dresser une série de répertoires qui comprendront éventuellement tous les types de bibliothèques au Canada." Ce premier volume de la série concerne les bibliothèques du gouvernement fédéral. Il faut entendre par bibliothèques du gouvernement fédéral: "les biblio-

thèques principales des ministères, départements, sociétés de la Couronne et autres organismes fédéraux; leurs succursales, le cas échéant; et les bibliothèques rattachées aux divisions et directions de ministères et d'organismes. Elles comprennent aussi certains services que l'on pourrait plus justement qualifier de centres d'information." Dans ce premier tome, on trouve pour chaque bibliothèque, les renseignements suivants: localisation (adresse, no de téléphone, télex s'il y a lieu); nom du responsable; heures d'ouverture; catégories de personnes y ayant accès; services spéciaux offerts; l'effectif i.e . nombre de professionnels et de non-professionnels; collections indiquant la taille de la bibliothèque; disciplines et publications de la bibliothèque.

CANTONS

Québec (Province) Service de l'arpentage et de la géodésie. Répertoire des cantons. 10e éd. (Ed. provisoire). Québec, Ministère des Terres et Forêts, Direction générale du domaine territorial, 1973. 115 p.

BA (G)

Contient les noms des 1,558 cantons actuels, leur position, leur superficie, leur date de proclamation et leur localisation par rapport aux régions administratives et aux districts électoraux.

CEGEPS

Fédération des cegeps. Six facettes du développement des cegeps; dossier d'études présenté au comité d'étude du Conseil supérieur de l'éducation sur les besoins de l'enseignement collégial par l'Assemblée générale de la Fédération des cegeps. Montréal, 1974. 134 p.

BA (G)

Textes provenant d'une session d'études tenue en janvier 1974 au Collège de Maisonneuve dont le thème était: "autonomie et pouvoirs réels des cegeps". Représente les vues des praticiens de l'éducation oeuvrant dans ces institutions. Leur effort a porté sur l'identification et l'ap-

profondissement des problèmes suivants: 1- objectifs et plan de développement des cegeps. 2- éducation des adultes et éducation permanente. 3- développement de l'enseignement professionnel. 4- perfectionnement du personnel. 5- relations de travail. 6- financement et budgets des collèges. En annexes: le plan de la session, la liste des personnes-ressources et des textes de sensibilisation qui ont servi à cette étude.

Voir aussi: ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL COLLEGIAL

CODE CIVIL - SUISSE

SCYLOZ, Georges et GILLIERON, Pierre-Robert. Code Civil Suisse et code des obligations annotées. Nouvelle publiée sous la direction de Pierre Cavin. Lausanne, Editions Payot, 1972. XIX, 652, 526 p.

BL

Edition revue et corrigée donnant "l'état de la jurisprudence arrêté au 31 décembre 1970". Le choix des textes complémentaires se limite à l'essentiel et "les notes de jurisprudence ne se bornent pas à une référence, mais elles indiquent en bref la solution de l'arrêt cité."

CONSEILS REGIONAUX DE LA SANTE ET DES SERVICES SOCIAUX (CRSSS)

FORGET, Claude E. "Développement et implantation de l'idée de régionalisation des services de santé et des services sociaux du Québec", Administration publique du Canada, 17, 1, printemps 74: 26-36.

BL

Les Conseils régionaux de la santé et des services sociaux (CRSSS) ont un rôle surtout consultatif, au lieu d'être investis d'une forte autorité exécutive. Ceci s'explique par a) une politique d'intégration en un système intégré de toutes les agences de services sociaux et de santé, b) une opposition très générale à la création de bureaucraties régionales, c) l'inquiétude que le gouvernement provincial perde une grande partie de son pouvoir monétaire.

Il faut noter toutefois qu'on a confié aux CRSSS le rôle de protecteurs des citoyens et qu'ils serviront de véhicules pour assurer une plus grande participation de la part des consommateurs.

CONSTRUCTION - INDUSTRIE

PEPIN, Marcel. "Une nouvelle force syndicale au Québec: le Conseil des métiers de la construction", La Gazette du travail,74, 3, mars 74: 128-131.

BL

Historique de la formation du conseil qui, en moins de quatre ans, a atteint deux de ses principaux objectifs: enlever à la CSN son droit de veto sur le contrat collectif liant l'ensemble des travailleurs de la construction (100,000 personnes) et devenir le principal porte-parole du mouvement syndical dans ce secteur, en ce sens qu'il négocie seul le contrat collectif.

COOPERATIVES

Québec (province) Bureau de la statistique. Service des finances. Répertoire des coopératives du Québec. Québec, 1973. 126 p.

BA (G)

Relevé des 886 coopératives du Québec, par secteur d'activité, par affiliation, par région administrative et par division de recensement. Contient le nom et l'adresse de la coopérative, le nom du responsable et la date d'expiration de l'exercice financier. La liste alphabétique est suivie des noms et adresses des Fédérations et des noms des membres de l'administration.

CORRUPTION POLITIQUE - FRANCE

CLAUDE, Henri. Le pouvoir et l'argent. Paris, Editions sociales, 1972. 174 p. (Notre temps)

BL Devant la prolifération et l'importance des scandales politico-financiers, l'opinion publique française se pose des questions: "Pourquoi ceux qui se livrent à des trafics d'influence restent-ils la plupart du temps impunis? Pourquoi les monopoles capitalistes peuvent-ils mettre en coupe réglée les finances publiques et la collectivité nationale? Pourquoi les membres de l'oligarchie financière peuvent-ils s'enrichir démesurément aux dépens du peuple français?" C'est à quoi ce livre veut répondre.

COUNSELING

LEROY, C. et LHOTELLIER, A. La relation de conseil, Toulouse, Privat, 1973. 158 p.

BL "L'élaboration concrète de la question du sens du conseil" ainsi que la présentation de cas et de l'expérience vécue d'un certain nombre de conseillers psychologiques font l'objet du présent ouvrage.

La demande de conseil psychologique se développe dans notre société. Tout le monde veut des conseils et recherche le conseil-miracle, et, par ailleurs, tout le monde veut conseiller.

Les médecins, les avocats, les travailleurs sociaux et les enseignants sont appelés à donner des conseils, mais ceux-ci n'appartiennent que trop souvent "au psychologisme étroit" plutôt qu'à une approche socio-existentielle qui lie ensemble la personne à son milieu, à sa situation et à son problème.

CRIMES ET CRIMINELS - ETATS-UNIS

The Economics of Crime and Punishment; a Conference Sponsored by American Enterprise Institute for Public Policy Research. Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1973. 232 p.

BL Travaux d'une conférence tenue à la suite d'un pro-

jet d'étude sur le crime. Le volume se divise en trois parties: 1. Les motifs des criminels. 2. La punition sert-elle à prévenir le crime? 3. Le crime organisé. 4. Procédure criminelle étrangère.

Voir aussi: DELINQUANCE JUVENILE - ETATS-UNIS

CULTURE - QUEBEC

HARDY, Denis. La politique culturelle du Québec; allocution prononcée devant l'Assemblée nationale du Québec, jeudi le 4 avril 1974. Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1974. 30 p.

BA (G)

La vitalité de notre culture sera assurée par la mise en valeur et l'épanouissement de la spécificité québécoise. De là l'urgence d'identifier les domaines d'activités propres à l'échelle des valeurs des québécois. Voici les principaux objectifs de la politique élaborée: 1- Participation au développement des industries à caractère culturel. 2- Diminution de l'impact de la mainmise étrangère par des mesures législatives assurant une présence québécoise importante dans les industries culturelles. 3- Rationalisation des activités et planification entre l'offre et la demande dans la consommation d'activités culturelles. Le Ministère est le seul centre de décision en ce domaine. Un groupe de travail, chargé d'élaborer un programme d'activités en tenant compte de ces objectifs et des priorités gouvernementales est déjà constitué et des réalisations sont en cours notamment en ce qui a trait à la loi-cadre du cinéma, aux industries culturelles, aux arts d'interprétation, arts plastiques, le livre, l'environnement, etc.

DELINQUANCE JUVENILE - ETATS-UNIS

United States. Congress. House of Representatives. Juvenile Justice and Corrections; Third Report by the Select Committee on Crime. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office,

1971. 85 p. (House report no 91-1806).

BL

Aux Etats-Unis, l'augmentation de la délinquance juvénile préoccupe beaucoup les autorités gouvernementales. Entre 1960 et 1967, alors que l'augmentation des jeunes dans le pays se chiffrait par 22%, l'augmentation de la criminalité chez ces mêmes jeunes, s'élevait à 50%. C'est dans le but de réduire ce fort taux de criminalité que le comité tenta de voir les relations existant entre la criminalité et la famille, le système d'éducation, etc... La table des matières est la suivante:

1. Background of the problem.
2. Criminal behavior.
3. Courts.
4. Corrections.
5. The federal response.
6. Federation recommendations.

7. Recommendations for local government and private groups.

Voir aussi: CRIMES ET CRIMINELS - ETATS-UNIS

DETTES ET CREANCES - LOIS ET REGLEMENTS

CLICHE, Robert. La loi des petites créances; causerie prononcée à Québec le 14 janvier 1974 devant l'Institut d'administration publique du Canada - Régionale de Québec. Québec, Institut d'administration publique du Canada, 1974. 13 p.

BA (G)

La loi des petites créances est entrée en vigueur en septembre 1972. Contestée par plusieurs, la mise sur pied de son administration est encouragée par le législateur. Cette loi, de formulation simple et concise, est accessible à tous les citoyens. Elle satisfait un besoin réel de la communauté et requiert peu ou pas de procédures. L'administré reçoit justice dans son propre milieu, parmi des visages connus et ce, dans des délais raisonnables. Les tensions causées par l'anonymat et la lourdeur de la machine administrative sont éliminées par la personnalisation des relations administrateurs-administrés. Le choix judicieux des fonctionnaires chargés de l'application de la loi, leur collaboration et leur solidarité avec le juge-président

assure l'efficacité de l'aide juridique apportée aux citoyens.

DIVORCE - CANADA

REVILLE, Richard W. The divorce act annotated. Agincourt, Ont., Canada Law Book, 1973. xxiv, 107 p.

BL

Une série d'annotations sur la loi du divorce, avec des résumés de toutes les causes traitant de l'interprétation de cette loi depuis sa proclamation en 1968.

EAU - APPROVISIONNEMENT

Commission du bassin Saskatchewan-Nelson. Approvisionnement en eau du bassin Saskatchewan-Nelson; rapport sommaire 1972. Ottawa, 1972. 56 p.

BL

"Le présent rapport porte sur une étude de l'approvisionnement en eau du bassin Saskatchewan-Nelson et contient des recommandations à l'intention du Comité des ministres; il a été préparé par la Commission du bassin Saskatchewan-Nelson, commission établie par le Canada et les trois provinces de l'Alberta, de la Saskatchewan et du Manitoba. Il décrit la situation présente dans le domaine de l'approvisionnement en eau en donnant une liste des débits des rivières mesurées en 145 points du grand et important bassin Saskatchewan-Nelson. Il y fait état des nombreux grands barrages et ouvrages de dérivation qui ont déjà été construits pour régulariser l'approvisionnement et dont la valeur de remplacement s'élève à un milliard de dollars. On y présente aussi les résultats d'études préliminaires faites sur d'autres possibilités de stockage ou de dérivation d'eau pour accroître la quantité d'eau utilisable. Enfin on y énumère les possibilités d'accroître l'alimentation en eau du bassin Saskatchewan-Nelson."

ECONOMIE - CANADA

Canada. Ministère des Finances. Compte rendu de la situation économique, avril 1974. Aperçu général de la conjoncture économique présenté par l'honorable John N. Turner, ministre des Finances. Ottawa, Information Canada, 1974. 206 p.

BL

"Le présent document a pour but de fournir un aperçu général de l'évolution économique. Il présente de façon aussi complète que possible, une interprétation et une évaluation de la situation économique en se fondant sur certains des principaux indicateurs économiques élaborés par Statistique Canada, la Banque du Canada et d'autres organismes publics." Il est à noter que c'est la troisième année consécutive que le gouvernement fédéral prend l'initiative de présenter cette publication.

ECONOMIE - QUEBEC

LAMY, Pierre. "L'approche marketing du marché québécois", Informations canadiennes, 168, févr. 74: 8-11.

BL

L'industriel français a la possibilité d'orienter ses actions marketing en fonction d'un double avantage,

1o l'importance qu'accorde une importante proportion des québécois aux initiatives de la France à l'égard du Québec, cet avantage étant exploité grâce aux éléments d'une stratégie marketing adaptée au comportement du consommateur québécois;

2o la proximité des Etats les plus développés des Etats-Unis, Montréal et le marché québécois pouvant servir de plates-formes françaises du marché nord-américain.

EGLISE - QUEBEC

ARES, Richard. L'Eglise et les projets d'avenir du peuple canadien-français. Montréal, Editions Bellarmin, 1974. 273 p.

BL

"Les rapports entre le catholicisme et le peuple

canadien-français ne se posent plus avec la même simplicité et la même clarté qu'autrefois. L'un et l'autre sont en pleine crise et s'interrogent sur leur identité propre."

La sécularisation de nos institutions, le désir du peuple, jaloux de son autonomie, de s'affranchir de la tutelle du clergé sont autant de problèmes auxquels l'Eglise doit faire face.

Dans cette nouvelle société québécoise en train d'émerger, l'Eglise devra jouer le "rôle d'une instance supérieure de rencontre, de justice, de dialogue, de communion" et se consacrer presqu'uniquement à son devoir de pastorale.

ELECTROTECHNIQUE - TERMINOLOGIE

Canada. Secrétariat d'Etat. Bureau des Traductions. Electrotechnique; bulletin de terminologie no 151 (anglais et français). Ottawa, Information Canada, 1974. ix, 230 p.

BL

Le présent lexique est le plus récent de la série des "Bulletins de terminologie" publiés par le Centre de Terminologie du Bureau des Traductions. "Les entrées sont rangées dans l'ordre strictement alphabétique. L'indicatif qui suit chacune des entrées de l'index français renvoie à l'indicatif correspondant de la partie anglaise-française ." Lexique qui s'avère judicieux pour tout service de traduction s'intéressant à l'Electrotechnique et aux techniques connexes.

ENERGIE

"La Ruée vers les nouvelles sources d'énergie", Le Québec industriel, 29, 3, mars 74: 29-31.

BL

D'ici 1982, le Canada aura épuisé toutes ses réserves classiques de pétrole. Il faut donc développer de nouvelles sources d'énergie, et, en premier lieu, les sables bitumineux de l'Athabasca.

United States. Department of the Interior. Energy Research Program of the U.S. Department of the Interior. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1974. 274 p. I

BL

La crise de l'énergie à l'automne 1973 a incité le gouvernement américain à intensifier la recherche au niveau des différentes sources possibles d'énergie. Cette recherche nécessite quand même un effort de coordination:

"This report is the result of an intensive effort by all major agencies within the Department of the Interior to develop and implement a coordinated program of energy research. It is presented in two parts:

Part A- a strategy-contains the Department's appraisal of what needs to be accomplished. This analysis contains no budget implications and is intended to provide the reader with an understanding of why certain technologies should be emphasized. Thus, part A provides an overview of the relative priorities within major energy commodities. The priorities among major energy commodities have been presented in the December 1973 report "The Nation's Energy Future". This report can be considered an extension and amplification of the "Energy Future" report, with specific emphasis on the role of the Department of the Interior.
Part B- tactics -contains specific programs and projects designed to achieve the strategic objectives contained in part A. In part B, budgets are projected each year from FY 1975 through FY 1979. Each project is also accompanied by a flow diagram that marks major milestones to be reached over the 5-year period under consideration.

Together, parts A and B provide a comprehensive review of why certain technologies will be emphasized and how the results will be attained."

ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL COLLEGIAL

Québec (Province) Direction générale de l'enseignement collégial. Autorisation des options pour 1974-75. Québec, Ministère de l'Education, 1974. 38 p.

BA (G)

L'objectif majeur retenu dans l'analyse des demandes pour l'année 1974-75 dans les enseignements professionnels

est le suivant: le maintien d'une formation la plus générale possible évitant ainsi une spécialisation à outrance.

Principaux critères d'analyse: perspectives provinciales de chaque programme et ressources régionales pour leur développement. La trop grande spécialisation et le recouvrement par plusieurs programmes des mêmes besoins en qualité du marché de travail. Description de chacun des programmes, indication de l'endroit où ils sont dispensés, analyse des divers problèmes propres à chaque option. En annexe: liste des programmes offerts par région, liste des collèges et campus, subventions de recherche pour le développement des programmes, cheminement des demandes pour 1975, nouveaux programmes.

Voir aussi: CEGEPS

ENTREPRISES, PETITES - ETATS-UNIS

United States. Congress. House of Representatives. Final Report (1969-1970) of the Select Committee on Small Business, House of Representatives Ninety-first Congress Pursuant to H. Res. 66, a Resolution Creating a Select committee to Conduct Studies and Investigations of the Problems of Small Business. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1970. 256 p. (House report no 91-1795).

BL

Aux Etats-Unis, les années 1969-1970 furent très difficiles au point de vue économique. Un taux d'inflation important, des taux d'intérêt à leur niveau le plus élevé depuis cent ans, une très grande difficulté d'obtenir des fonds, tout cela rendait la vie ardue pour les petites entreprises. On entrevoyait déjà le spectre du chômage. D'autres facteurs négatifs influaient également sur la situation des petites entreprises: l'emploi des cartes de crédit, la crise de l'énergie, des pratiques commerciales abusives de la part des grosses entreprises, etc... C'est dans le but d'étudier tout cela et de faire des recommandations que ce comité a préparé ce rapport. La table des matières est la suivante:

- Establishment of the Committee.
- Hearings and investigations.
- Small business administration.
- Tax-exempt foundations and charitable trusts.
- Rural and urban problems of small businessmen.
- SBA lease guarantee.
- The allocation of radio frequency spectrum and its impact on small business (1970).
- Investigation of "preselected winners" sweepstakes promotions.
- New softwood lumber standard and its impact on small business.
- Problems facing the tool and die industry.
- The impact of credit cards on small business.
- The impact of the energy and fuel crisis on small business.
- The position and problems of small business in procurements financed by the Agency for International Development.
- Small business in government procurement-before and after defense cutbacks.
- Small business and the Robinson-Patman Act.
- Recommendations.

ENVIRONNEMENT

Canada. Conseil national de recherches. Comité associé sur les critères scientifiques concernant l'état de l'environnement. Problèmes et choix de thèmes en vue d'une compilation de données cause/effet par C. Quadling, R.M.D. Sutton et N. Khan. Trad. par Paul Richard. Ottawa, 1974. 45 p.

BL "Ce document fait suite à une décision du sous-comité sur les phénomènes biologiques du Comité associé de définir la tâche qui lui est confiée et de transmettre cette évaluation au Comité associé du CNRC. Le sous-comité et les rédacteurs de ce rapport se sont proposé plusieurs buts:

1) définir plus clairement la nature de la tâche suggérée par le mandat du sous-comité;
2) obtenir une vue d'ensemble de la variété des problèmes (réels, possibles et hypothétiques) qui pourraient leur être soumis;
3) déterminer quels problèmes seraient sujets à une étude prioritaire de la part du sous-comité, et enfin,
4) attirer l'attention des biologistes canadiens sur des problèmes nécessitant une recherche accrue.

Ce rapport vise un public scientifique et ne saurait être considéré comme une simple oeuvre de vulgarisation."

Canada. Ministère de l'Environnement. Service de la planification et des finances. L'énergie et l'environnement, par Arit K. Biswas. Ottawa, Information Canada, 1974. 45 p.

BL "La présente étude a été entreprise à la demande du Conseil des Sciences du Canada qui voulait faire préparer un rapport sur les conséquences écologiques de l'exploitation de l'énergie. Le rapport s'adresse surtout aux personnes du domaine scientifique et universitaire. Toutefois, une grande partie du travail devrait intéresser quiconque veut se renseigner davantage sur le sujet. Ce qui suit est le premier de deux rapports sur le sujet, tentant de définir le problème. Le second envisage l'avenir et examine les mesures déjà prises et à prendre pour empêcher l'exploitation et l'utilisation de l'énergie de nuire à l'environnement."

HEIM, Roger. L'Angoisse de l'an 2,000. Paris, Editions de la Fondation Singer-Polignac, 1973. 398 p.

BL Recueil de textes-conférences, articles et préfaces consacrés à la conservation de la nature et aux destructions qui la menacent.

L'ouvrage est un cri d'alarme. L'homme, selon Heim, ne survivra pas à la destruction de la nature si les

pouvoirs publics ne prennent pas conscience de la gravité du problème et ne s'appliquent pas à le résoudre.

ROWLAND, Wade. The Plot to Save the World; the Life and Times of the Stockholm Conference on the Human Environment. With an introd. by Maurice Strong. Toronto, Clarke, Irwin, 1973. xi, 194 p.

BL

Un guide complet de la Conférence de Stockholm sur l'environnement. On y retrace les divers mouvements amorcés en vue de l'amélioration des conditions de vie de l'homme, et les points de vue des différents pays représentés, en particulier le rôle joué par le Canada à cette conférence.

United States. Environmental Protection Agency. Office of Research and Monitoring. Environmental Studies Division. Land Use and the Environment; an anthology of readings. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1974. 200 p.

BL

La qualité de notre environnement est tributaire dans une très large mesure de l'usage que nous faisons de nos espaces. C'est cette relation que ce document veut expliciter. Les titres des énoncés sont les suivants:

- Land use: a vital link to environmental quality.
- Toward a new concept of land.
- Land in our daily lives.
- Nature in the metropolis.
- Urban population expansion and the preservation of nature.
- The relationship between land use and environmental protection.
- Statement on the relationship between environmental quality and land use.
- Environmental performance criteria for land use planning.
- Integrating promising approaches in a guidance systems framework.
- Land use planning: the Cornerstone of local environmental planning and control.
- President's message to the Congress of the United States, August 1970.
- Environmental protection permit legislation.
- Land use policy and planning assistance act of 1973.
- A national land use policy: toward a new land ethic.
- Statement before the Senate Committee on interior and insular affairs.

- Toward a state land use policy: harmonizing development and conservation.
- Toward a state land use policy, the Maine experience.
- Incentives and controls for open space.
- Reducing air pollution through land use and public facility planning.
- Outdoor noise, transportation, and city planning.
- Muskegon County, Michigan, Mends Waste land with waste water.
- Just V - Marinette County.
- Conflicts yet unborn.

ENVIRONNEMENT - TECHNOLOGIE SCIENTIFIQUE

TUWINER, Sidney Bertram. comp. Environmental science technology information resources. Edited by Sidney B. Tuwiner in conjunction with the Chemical International Information Center (Chemists'Club) Park Ridge, N.J., Noyes Data Corporation, 1973. 218 p.

BL

Sources de documentation en technique de l'environnement. L'ouvrage se divise en 3 parties: 1. Comptes rendus et discussions du "Symposium on Environmental Science Technology Information Resources". 2. Travaux présentés au "National Environmental Information Symposium". 3- Bibliographie réunie par la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain.

ETUDES - ABANDON des - ETATS-UNIS

United States. Department of Health, Education, and Welfare. Office of Education. Positive Approaches to Dropout Prevention. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1973. 89 p. HE

BL

En 1972, aux Etats-Unis seulement, 800,000 jeunes abandonnèrent l'école avant d'avoir complété leurs études secondaires. Il ne s'agissait pas là d'un phénomène nouveau. En effet, dès 1968 le Congrès américain adoptait une loi permettant à certaines écoles de mettre en branle de nouveaux programmes éducationnels visant à intéresser ces jeunes et par le fait même à diminuer le fort taux d'abandon des études. Ce document constitue un rapport sur ces nouveaux programmes.

"The project directors determined the outline which guided the writing of each report. Except for some projects, each description is the two sections. The first describes the general setting in which the total program operated such as locale, school system, and special factors affecting the project, the overall instructional program, and the results obtained. The second part contains a detailed description of one or more successful educational practices with data to show that they were successful. The descriptions are in sufficient detail to provide educators at all levels with enough information to initiate a program in a local school that has similar problems."

ETUDES - REUSSITE DES - ETATS-UNIS

United States. Department of Health, Education, and Welfare. Office of Education. Office of Program Planning and Evaluation. A Study of the Achievement of Our Nation's Students, by George W. Mayeske. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1973. 175 p. HE

Ce volume constitue le troisième d'une série d'études sur la réussite scolaire dans les écoles publiques américaines. Les titres des deux premiers volumes sont les suivants: "Equality of Educational Opportunity et "A Study of Our Nation's Schools". Le contenu du troisième volume est le suivant:

"This third volume by essentially the same team gives us an equally remarkable analysis of how individual student achievement is associated with important aspects of home background, community, ethnicity, socioeconomic status, schools, and attitudes toward education. It is remarkable because for the first time we are given some reliable quantitative assessments of the strenght of these associations by experts who have used sophisticated analytical techniques with great skill to obtain them. As a result we can be much more confident about spelling out educational problems that are generally understood in a vague sort of way but not well documented ! "

ETUDIANTS CONTESTATAIRES - ETATS-UNIS

United States. Congress. House of Representatives. Committee on Internal Security. Anatomy of a Revolutionary Movement: "Students for a Democratic Society"; a Report of the Committee on Internal Security . Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1970. 175 p. (House report no 91-1565)

BL

Les mouvements étudiants de la gauche radicale aux Etats-Unis n'ont pas tous connu un grand succès. Mais il en est un qui fut très présent dans la vie américaine à partir des années 1960: c'est le SDS:"Students for a Democratic Society". Ce rapport d'un comité de la Chambre des Représentants analyse les origines de ce mouvement et les actions entreprises. La table des matières est la suivante:

1. Origins and antecedents: ISS to LID/SLID to SDS.
2. Working within the system: SDS and the New Left, 1962-65.
3. Dikes unplugged: from dissent to active resistance, 1965-67.
4. And how the torrent roared: SDS in the mainstream of protest, 1967-69.
5. "Walls come tumblin 'down": resistance becomes revolution, 1969.
6. Vandals in a lomb factory: end of the road to anarchy, 1970.
7. From rags to riches - round trip: anatomy of a revolutionary movement, 1960-1970.

- Appendix:

  - Agenda for a generation.
  - SDS structure and publications.
  - SDS finances.
  - SDS national constitution.

FEMMES MARIEES - TRAVAIL

Canada. Statistique Canada. Division des analyses de conjoncture. Les déterminants du taux d'activité des femmes mariées dans la population active canadienne: analyse économétrique, par Nicholas Skoulas.

Ottawa, Information Canada, 1974. 130 p.

BL

"La présente étude, consacrée à l'offre de travail, examine de quelle façon et dans quelle mesure plusieurs facteurs peuvent influer sur la décision de l'épouse de partager son travail entre l'activité et l'inactivité. La présente étude s'est concentrée sur l'expression qualitative et quantitative des relations entre ces facteurs et l'activité des femmes mariées".

FISCALITE -CANADA

BASTIEN, Richard. "La structure fiscale du fédéralisme canadien: 1945-73", Administration publique du Canada, 17, 1, printemps 74: 96-118.

BL

La structure du fédéralisme canadien a été profondément transformée au cours des ans, par les différents accords fiscaux conclus entre le gouvernement fédéral et les provinces, et ceci dans le sens d'une plus grande décentralisation. Les arrangements et les mécanismes mis au point pour assurer un partage équitable des ressources fiscales entre les deux ordres de gouvernement et une égalisation des capacités financières des provinces ont rendu cette décentralisation possible.

Canada. Comité d'étude des mesures fiscales. Etude des mesures fiscales relatives aux sociétés; rapport provisoire au Parlement sur les effets des mesures budgétaires de mai 1972 prévoyant des amortissements accélérés et des taux réduits d'impôt sur les sociétés dans le secteur de la fabrication et de la transformation. Ottawa, Information Canada, 1974. 39 p.

BL

"Ce rapport provisoire présente une première estimation des effets économiques des aménagements de la fiscalité des sociétés proposés dans le discours du budget de mai 1972... Pour évaluer l'incidence escomptée de ces

mesures fiscales, on (le Comité) a entrepris une enquête approfondie auprès des sociétés de fabrication et de transformation. Des questionnaires détaillés ont été envoyés à 1,088 sociétés de fabrication et de transformation et on a sollicité des entrevues avec les dirigeants de 250 de ces entreprises. On approfondira l'étude de l'impact des mesures fiscales dans le cadre du rapport définitif du Comité qui sera présenté d'ici la fin de 1974".

RIDDELL, Béatrice, éd. The New Taxes. Based on a series in the "Financial Post". Toronto, Maclean-Hunter, 1973. 133 p.

BL

La loi de l'impôt fédéral sur le revenu, en force depuis le 1er janvier 1972 est si complexe que peu de personnes en ont compris, à date, toutes les implications.

On trouvera dans ce livre toutes les explications qui en facilitent la compréhension: ainsi que des renseignements sur les nouveaux droits successoraux et la taxe sur les dons dans les provinces canadiennes.

FISCALITE - FRANCE

DE BRIE, Christian et CHARPENTIER, Pierre. L'inégalité par l'impôt. Paris, Editions du Seuil, 1973. 190 p. (Economie et société).

BL

En France, on peut être "financier, P.D.G. de grosses sociétés, promoteur immobilier, mais surtout pas travailleur, cadre, commerçant, artisan , petit paysan ou simple ménagère" car ce sont eux qui financent le budget de la Ve République. "Il en va de même pour les entreprises. La fiscalité aide efficacement les plus puissantes et, sous couvert de protection, assure l'élimination discrète des plus faibles."

Certaines réformes pourraient être appliquées afin d'en arriver à une certaine justice fiscale. En voici quelques-unes:

- suppression de toutes les taxes parafiscales.
- suppression progressive des cotisations patronales de Sécurité sociale.

- taux progressif pour les retenues sur salaire et les cotisations personnelles de Sécurité sociale.
- obligation pour les entreprises de faire apparaître distinctement le prix du produit et du service et le pourcentage d'imposition globale qu'il contient.
- pour chaque entreprise, les frais généraux déductibles doivent être limités à un pourcentage du montant de l'impôt sur le bénéfice qu'elle a payé.
- taxation d'office et forfaitaire des sociétés chroniquement déficitaires.
- réforme du régime d'imposition du bénéfice des entreprises, etc...

Même si ces réformes visent le système fiscal français dans leur application, il est indéniable que la plupart d'entre elles pourraient être appliquées efficacement dans plusieurs pays.

FONCTION PUBLIQUE - SYNDICALISME - ETATS-UNIS

STIEBER, Jack. Public employee unionism: structure, growth, policy. Washington, D.C., Brookings Institution, 1973. xiv, 256 p. (Studies of unionism in government)

BL

Pour comprendre les conventions collectives, il faut connaître les organisations qui représentent les fonctionnaires. Cette étude analyse en détail les principales organisations, syndicales ou non, qui agissent au niveau des gouvernements d'états ou locaux aux Etats-Unis, leur structure, leur administration, les conventions collectives, les grèves, l'action politique, etc.

GARDERIES

Canada. Ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. La garde de jour des enfants. Ottawa, Information Canada, 1974. 12 p.

BL

"Cette publication produite par la direction du Régime d'assistance publique du Canada explique le rôle du

gouvernement fédéral face aux services de garde de jour. Spécifiquement elle s'adresse à des groupes de citoyens désireux d'explorer les besoins d'un service de garderie dans leur quartier, aux parents sur le point de choisir, pour leurs enfants, une forme de soins hors du domicile, et enfin, aux personnes qui envisagent l'exploitation de tels services. Cette brochure s'insère dans une série de publications distribuées par le Centre d'information sur la garde de jour, Régime d'Assistance publique du Canada."

GESTION

Québec (Province) Ministère des Affaires sociales. Direction des systèmes de gestion. Les grandes fonctions de la gérance et la fonction conseil en organisation. Complément à la méthodologie générale d'intervention dans le domaine de l'étude des systèmes et méthodes. Annexe X. Québec, 1974. 41 p.

BA (G)

Les fonctions de planification, organisation, direction et contrôle font partie du travail du gestionnaire. Il planifie (choisit des objectifs et établit des plans d'action), organise (recherche et met en oeuvre les moyens pour atteindre son but), dirige (guide les employés dans l'accomplissement de leurs fonctions) et contrôle (évalue les différences entre les prévisions et les réalisations et rectifie ou réoriente les lignes de conduite). Le conseiller en organisation suggère au gestionnaire les meilleures solutions pour son secteur d'organisation. Il n'a aucun pouvoir de décision et n'intervient que sur autorisation. Le service interne et les organismes privés extérieurs sont les deux agents susceptibles d'apporter cette aide au gestionnaire.

Voir aussi: TRAVAIL, ANALYSE DU

GESTION - PARTICIPATION DU PERSONNEL

BALFOUR, Campbell, éd. Participation in industry. London, Groom Helm, 1973. 217 p.

BL

La participation des travailleurs à l'industrie joue un rôle vital dans les relations industrielles. Ce livre étudie: 1. les différents types de participation en Grande-Bretagne, les expériences tentées dans les industries privées ou nationalisées, ainsi que les législations récentes à ce sujet; 2. les tendances observées en Europe de l'Ouest dans ce domaine et susceptibles d'influencer l'industrie britannique en vue d'une plus grande participation.

IMPOTS

Voir: FISCALITE

INCENDIES - PREVENTION

Québec (Province) Direction générale de la prévention des incendies. Division de l'entraînement. Le plan d'intervention. Cahier des analyses des données. Québec, Ministère des Affaires municipales, 1973. 13 p.

BA (G)

Cahier d'analyse des données à utiliser pour inscrire les renseignements relatifs à la sécurité des individus et à la protection des édifices en cas d'incendies. Les données à connaître en cas d'intervention portent sur les: entrées, sauvetage, voisinage, circonscription, auto-protection, ventilation, charge calorifique, alimentation d'eau, protection des biens, services publics, construction, etc... Dossier 8-10 Supplément "B" au Précis L-27.

INCENDIES CRIMINELS

STEINMETZ, Richard C. Les problèmes les plus courants ayant trait aux incendies criminels: présenté à l'assemblée annuelle de l'Association des commissaires des incendies de l'Amérique du Nord qui coincidait avec la 70e assemblée annuelle de l'Association nationale de protection contre les incendies. Québec, 1973. 29 p.

BA (G)

L'incendie volontaire est l'une des activités criminelles les plus fructueuses de nos jours. Aux Etats-Unis, les pertes s'élèvent à $74,000,000. en 1965. Les prisons, hôtels, églises, écoles, viennent en tête de la liste des établissements les plus touchés. L'absence de compilation des données empêche de déterminer la fréquence des incendies et le degré d'efficacité des enquêtes tenues tant au niveau national que municipal. Le Canada connaît un problème identique et le Québec occupe un rang élevé parmi les autres provinces en ce qui concerne les pertes et le montant des dégâts par habitant. Le crime organisé y joue un rôle actif. L'enquête en 1964 a révélé tout un réseau de personnes impliquées et les résultats furent portés devant les tribunaux. Des assassinats ont suivi les dépositions. Le Québec est le point névralgique alors que la situation des autres provinces semble normale. Des lois mieux adaptées et de meilleures méthodes d'enquête font partie des solutions à apporter à ce problème.

INDEPENDANCE ECONOMIQUE - CANADA

ROTSTEIN, Abraham et LAX, Gary, éd. Independence: the Canadian Challenge. Toronto, Committee for an Independent Canada, 1972. 279 p.

BL

Ce livre est un cri d'alarme à tout Canadien préoccupé de l'indépendance économique de son pays. A cet égard, le Canada est dans une situation critique en ce moment: 58% des entreprises appartiennent à des étrangers, une grande partie de nos ressources est entre les mains de sociétés étrangères, et une masse de journaux et de programmes télévisés américains nous envahit. Cet ouvrage a pour but de faire prendre conscience aux Canadiens de la situation afin que l'opinion publique, mieux informée, puisse exercer son influence sur les programmes et les dé-

cisions prises par les gouvernements fédéral et provinciaux.

INDIENS - ETATS-UNIS

United States. National Advisory Council on Indian Education. First Annual Report to the Congress of the United States from the National Advisory Council on Indian Education. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1974. 2 v. Y

BL

La question indienne occupe une place importante dans les politiques gouvernementales québécoises. Nous n'avons qu'à penser aux négociations actuellement en cours entre les Indiens et le gouvernement concernant la Baie James. Aux Etats-Unis, un comité a été formé et fait rapport annuellement au Congrès, concernant l'éducation des Indiens. Ce rapport-ci est divisé en deux volumes: le premier mentionne les diverses recommandations du Conseil. Quant au second, il regroupe par sujets les recommandations de deux rapports parus antérieurement, à savoir:

- Senate Report, 1969, of the Committee on Labor and Public Welfare, U.S. Senate, made by its Special Subcommittee on Indian Education (Rept. no 91-501): "Indian Education: a National Tragedy A National Challenge".

- The First Report to the President of the United States, by the Special Education Subcommittee of the National Council on Indian Opportunity, Nov. 30, 1972: "Between Two Milestones."

INDUSTRIES - QUEBEC

MORIN, Rosaire. "Pour un plan d'expansion industrielle", Commerce, 76, 4, avr. 74: 87-90.

BL

Il faut élaborer une stratégie globale de développement pour le Québec, définir et choisir judicieusement les grands objectifs et s'entendre sur les moyens propres à les atteindre. L'expansion industrielle est certaine-

ment l'un des premiers objectifs à atteindre, l'essor industriel étant actuellement organisé au petit bonheur.

INFORMATION CANADA - ORGANISATION

Canada. Sénat. Comité permanent des Finances nationales. Rapport sur Information Canada. Ottawa, Information Canada, 1974. xiii, 56 p.

"En mai 1973, lors de l'examen des prévisions budgétaires pour 1973-74, le Comité sénatorial permanent des finances nationales a décidé d'examiner en détail les crédits d'un ministère et a choisi à cette fin Information Canada. La première intention du Comité était de terminer cette étude à temps pour présenter un rapport au Sénat en juin 1973, lors de l'étude des prévisions budgétaires. Cependant, afin d'accorder tout le soin voulu à l'examen d'Information Canada et de présenter un rapport juste et impartial, le Comité a eu besoin de plus de temps, et a donc décidé de terminer l'examen du ministère après le congé d'été en octobre 1973.

La diffusion de renseignements sur l'organisation et les activités du gouvernement fédéral constitue une tâche très importante et, dans le présent rapport, nous tentons de montrer comment on pourrait l'accomplir plus efficacement."

INSECTES FORESTIERS

BEIQUE, René. Notes d'entomologie forestière. Québec, Ministère des Terres et Forêts, Service de l'information, 1974. 52 p.

Préparé à l'intention du forestier, ce texte décrit les insectes, leur développement et leur classification. Il étudie principalement les ordres des hémiptères, homoptères, coléoptères, lépidoptères, diptères et hyménoptères; leur rôle en forêt et la façon de les inventorier. La galle constitue l'un des dommages les plus fréquents causés

aux arbres par les insectes. Les insecticides, aussi dommageables pour l'homme, ne devraient être utilisés qu'en tout dernier ressort pour combattre les insectes.

INSECTES NUISIBLES

Canada. Ministère de l'Environnement. Service canadien des forêts. Insectes des Pins de l'Est du Canada, par A.H. Rose et O.H. Lindquist. Ottawa, Information Canada, 1973. 127 p.

"Ce manuel traite uniquement des ravageurs les plus nuisibles aux Pins dans le centre et l'est du Canada... Il existe quatre espèces de Pins indigènes sur tout le territoire considéré dans ce manuel, ainsi que trois espèces importées très utilisées dans les plantations artificielles. Le nombre d'insectes recueillis jusqu'ici sur ces différents Pins est considérable... Nous ne traiterons dans ce manuel que des espèces susceptibles de causer des ravages dans le centre et l'est du Canada, soit 90 espèces en tout... En résumé, tous les insectes présentant quelque importance trouvés sur les Pins au Canada, à l'Est des Montagnes Rocheuses sont inclus ici."

Québec (Province) Ministère des Terres et Forêts. Bureau de l'information. Rapport sommaire des opérations contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette: étendue de l'épidémie en 1972, prévisions pour 1973. Québec, 1973. 7 p.

Un traitement au fénitrothion a été réalisé en 1972 dans le bassin de la Gatineau, pour combattre la tordeuse des bourgeons de l'épinette. Le projet, divisé en 2 secteurs, celui du Lac Nilgaut et de la rivière Gatineau, a diminué suffisamment la population de l'insecte pour assurer aux arbres une bonne protection. Un retard dans le traitement au Lac Nilgaut a affaibli la protection du feuillage et des arbres sont morts au cours de l'année. Cette même région devrait être de nouveau traitée en 1973 pour assurer une deuxième année de foliation. En 1972, une superficie totale de 25.7 millions d'acres était affectée au Québec. Des défoliations sévères sont prévues pour 1973 et l'on devrait arroser une superficie d'environ 12.1 millions d'acres. La région du Témiscouata devrait être étu-

diée en vue d'un arrosage éventuel. Les régions arrosées en 1972 devraient l'être à nouveau en 1973.

LANGUES

"La situation des langues au Québec", Bulletin de l'Association des démographes du Québec, 3, 1, mars 74: 3-66.

BL

Sommaire: la situation des langues dans les écoles du Québec et ses régions administratives (1969-70 à 1972-73); l'anglicisation du Canada; l'avenir des groupes linguistiques au Québec: éducation, immigration, travail.

LOGEMENT - ETATS-UNIS

MCLELLAN, Grant S. éd. Crisis in Urban Housing. New York, H.W. Wilson, 253 p.

BL

Ce recueil d'articles, divisé en quatre parties, étudie les divers aspects du logement dans les agglomérations urbaines des Etats-Unis.

1ère partie: Dimension of the Crisis
Il est de plus en plus difficile de trouver des logements convenables à prix modique car les coûts de location et de construction montent sans cesse. Des quartiers entiers sont abandonnés, soumis au vandalisme et au crime. Les industries refusent de s'installer là où pourtant on a le plus besoin d'emplois.

2e partie: Government Housing Policy
S'adresse surtout à l'administration Nixon. Par le "Better Communities Act" présenté au Congrès par le Président, le développement domiciliaire devra relever désormais des organisations locales plutôt que du fédéral. Ce programme, pour l'américain à revenu moyen, rendra les emprunts plus accessibles et fournira une aide financière directe aux personnes à faible revenu.

3e partie: New Housing Programs
La formation de groupes d'action de citoyens, l'intégration des noirs en milieu blanc et vice-versa, la rénovation du centre-ville par le don de maisons abandonnées, à des citoyens qui s'engagent à les réparer et à les habiter, et le développement des banlieues sont autant de solutions proposées ici.

L'innovation la plus heureuse et qui satisfait l'instinct de propriété tout en dégageant des corvées d'entretien est la construction de condominions et de coopératives d'habitation.

4e partie: Housing in the Urban Future
Ce chapître traite de problèmes plus généraux de la vie urbaine. Deux immenses régions urbaines se développent. On prévoit qu'en l'an 2,000 plus de 40% de la population vivra dans une seule super-région. Ce sera une civilisation urbaine sans immenses villes. Pour que les villes ne se développent pas au hasard, une plus grande planification ainsi qu'une meilleure utilisation de l'espace doivent être projetées. Les Etats-Unis ont les ressources pour procurer à chaque citoyen un logement convenable mais sont-ils déterminés à le faire?

MANUFACTURES - STATISTIQUES

Québec (Province) Bureau de la statistique du Québec. Service de l'analyse sectorielle. Projection des statistiques principales du secteur manufacturier jusqu'en 1976. Québec, 1974. 160 p.

BA (G)

Projections réalisées à l'aide de la procédure EXTRA, laquelle même mécanique, permet d'introduire des considérations subjectives dans les programmes de calcul. Les séries chronologiques confectionnées, l'ont été en vue de la comparaison des statistiques dans le temps. Définit les variables étudiées. Donne le taux de variation annuel moyen et les valeurs de la série chronologique sous forme d'indices pour des hypothèses de variations. Les séries chronologiques historiques et les projections se lisent en milliers de dollars, en unité ou en personne/année selon les variables étudiées pour chacun des 20 groupes majeurs de la classification des activités économiques.

MESUREURS DE BOIS

Québec (Province) Ministère des Terres et Forêts. Répertoire des mesureurs de bois, détenteurs d'un permis. Québec, 1973.
BA (G) 172 p.

Liste alphabétique des noms, adresses et matricules des mesureurs de bois détenteurs d'un permis du Ministère des Terres et Forêts.

METEOROLOGIE - BOIS FRANCS (Région)

BOIVIN, M. et FERLAND, M. Le climat de Victoriaville. Québec, Ministère des Richesses naturelles, Direction générale des eaux, Service de la météorologie, 1974. 32 p.
BA (G)

Etude climatique de la région des Bois-Francs, effectuée à la station de Victoriaville. La température, la précipitation, l'évaporation, l'ensoleillement et le vent sont les éléments météorologiques considérés. Les plantes fourragères cultivables au Québec croissent dans cette région déjà irriguée où la température est suffisamment élevée. Les précipitations sont de 116 pouces en moyenne annuelle. Le pourcentage annuel moyen de l'ensoleillement est de 41%. Les vents du sud-est et du sud-ouest y sont les plus fréquents.

MINES ET RESSOURCES MINIERES - EXPLORATIONS CÔTIERES

Canada. Ministère de l'Energie, des Mines et des Ressources. Direction de la gestion et de la conservation des ressources. Exploration au large des côtes, février 1973: instructions et directives aux exploitants. 5e éd. Ottawa, Information Canada, 1974. vi, 66 p.
BL

"La Direction de la gestion et de la conservation des ressources gère et administre les intérêts du gouvernement fédéral dans le domaine des ressources minérales au large des côtes est et ouest du Canada et des régions de la baie et du détroit d'Hudson. La Direction publie la

présente brochure afin de répondre à un besoin permanent d'une liaison entre les industries pétrolières et minières et les divers organismes fédéraux chargés des intérêts du Canada au large des côtes. L'objectif est de faire connaître aux entreprises les règlements et les directives des organismes fédéraux responsables des ressources au large des côtes; d'indiquer quelques-uns des services dispensés par ces organismes et de fournir une liste des personnes qualifiées à consulter. La présente brochure remplace la quatrième édition publiée en août 1970."

MINISTERES CANADIENS 1867-1973

Canada. Archives publiques. Répertoire des ministères canadiens depuis la Confédération, 1er juillet 1867 - 1er avril 1973. Ottawa, Information Canada, 1974. vii, 272 p.

BL

"Le premier Répertoire des ministères canadiens depuis la Confédération, 1er juillet 1867 - 1er janvier 1957, a paru dans sa version française en 1958. Il fut suivi en 1966 par un Supplément, 1er janvier 1957 - 1er août 1965. Le présent Répertoire des ministères canadiens réunit les deux publications précédentes et, y ajoute de nouveaux renseignements sur les dix-huitième, dix-neuvième et vingtième ministères. Le Répertoire des ministères canadiens comprend deux sections. La première contient une liste chronologique des ministères depuis la Confédération. Pour chaque ministère, on a établi une liste alphabétique des fonctions ministérielles suivies des noms de leurs responsables et des dates de leur entrée en fonction et de leur départ. La seconde section est un appendice. Cet appendice contient la liste alphabétique de tous ceux que l'on a considérés comme faisant partie d'un ministère. On y trouve un bref résumé de la carrière ministérielle de chaque personne."

MINORITES - ETATS-UNIS

United States. Task Force on Education and Training for Minority Business Entreprise. Report. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1974. 179 p.

BL

Ce rapport contient une étude sur les besoins éducationnels et d'expérience des entrepreneurs provenant de groupes ethniques minoritaires.

"The report of the Task Force draws a number of significant conclusions and makes specific recommendations which are important in the national effort to expand the scope of business ownership by persons from minority groups.

"First, the report points out that the alarming failure rate among small businesses is even higher for new business ventures started by minority group members. This failure rate is attributed primorily to the absence of managerial knowhow and technical skills."

"Secondly, there is a need to bridge the management education and training gap that currently exists between minority and non-minority business owners."

MONNAIE

GISCARD D'ESTAING, Valéry. "La réforme du système monétaire international", Revue politique et parlementaire, 76, 848, janv.-févr. 74: 4-22.

BL

Analyse a) les raisons de l'effondrement du système construit à Bretton Woods; b) l'état actuel des négociations et la position française; c) les questions de l'or, du marché des euro-monnaies et du numéraire du nouveau système.

MUNICIPALITES - REPERTOIRE

Québec (Province) Ministère des Institutions financières, Compagnies et Coopératives. Fichier central des entreprises. Relevé alphabétique des municipalités: liste des codes géographiques avec population en date du 21 janvier 1974.Québec, 1974. 44 p.

BA (G)

Répertoire des 1,617 municipalités et des territoires non organisés du Québec, suivi du comté et de la popu-

lation en plus du code géographique pour chacun des endroits. En date du 21 janvier 1974.

NATIONALISATION - GRANDE-BRETAGNE

KELF-COHEN, R. British Nationalisation 1945-1973. London, Macmillan, 1973. xi, 288 p.

BL

Histoire du mouvement des nationalisations en Grande Bretagne, du programme du gouvernement en 1945 jusqu'à ses plus récents développements. Ses chapitres sont consacrés aux secteurs du charbon, de l'électricité, du gaz, des transports, de l'acier et enfin des postes. Puis l'auteur passe à la description du fonctionnement administratif de ces industries et à leur place dans l'économie anglaise; il analyse en outre l'avenir de l'économie mixte.

Réalisées à la suite de fortes pressions de la part des syndicats ouvriers, les industries nationalisées, plus autonomes au départ, dépendent de plus en plus des politiques gouvernementales. Le contrôle des prix depuis 1967 par exemple a acculé les industries à de successifs déficits. Par la force des choses, les gouvernements, par ailleurs accordent plus d'attention aux considérations sociales qu'aux impératifs financiers et économiques. Si certaines industries ont connu un rapide essor, d'autres, comme celles du charbon, des chemins de fer et des services postaux sont en difficultés; "and indeed on the decline".

NOUVEAU-QUEBEC

MORISSONNEAU, Christian. "Le nouveau-Québec: illusions et peut-être", Le Géographe canadien, 18, 1, printemps 74: 55-64.

BL

La perception du Nouveau-Québec par les Québécois et les projets qu'on y prépare sont fortement médiatisés à la fois par les conditions socio-économiques, des croyances héritées du XIXe siècle, une connaissance fragmentaire et une idéologie technocratique, qui entretiennent l'illusion. L'illusion volontaire (dirigée) ou inconsciente tient la place de l'objectivité dans la plupart des études, rapports et plans sur le Nouveau-Québec, territoire qui peut

être vu dans la perspective d'une géographie du mythe. Cette illusion géographique est fonctionnelle, car elle peut apaiser les angoisses individuelles et collectives.

PARTI PROGRESSISTE-CONSERVATEUR (CANADA) - HISTOIRE

LA TERREUR, Marc. Les tribulations des conservateurs au Québec: de Bennett à Diefenbaker. Québec, Presses de l'Université Laval, 1973. 265 p.

BL

Histoire du parti progressiste-conservateur canadien et de ses relations avec le Québec. "On assiste aux multiples efforts de ce parti pour gagner le Québec, à ses difficultés à recruter des hommes de premier plan, aux embûches dont les libéraux jalonnent sa route"... et on retrouve des personnages aussi connus que Maurice Duplessis, Arthur Sauvé, Frédéric et Noël Dorion, Léon Balcer, Onésime Gagnon, Pierre Sévigny, Jean-Noël Tremblay...

PAUVRES-CONDITIONS SOCIALES - CANADA

Canada. Conseil national du bien-être social. Les pauvres et la consommation; rapport du Conseil national du bien-être social sur la situation du consommateur à faible revenu face au marché canadien. Ottawa, 1974. 69 p.

BL

Ce rapport tente de démontrer la vérité suivante: "Les pauvres paient plus cher parce qu'ils sont pauvres; et parce qu'ils sont obligés de payer plus cher, ils sont d'autant plus appauvris." C'est à l'aide d'exemples tels le logement, la nourriture, le crédit, les services d'utilité publique que le problème est traité. Rapport qui s'avère très intéressant car il se termine par une liste de recommandations visant à corriger la vulnérabilité des pauvres comme consommateurs.

PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

GENDARME, René. La pauvreté des nations, 2e éd. Paris, Editions Cujas, 1973. 933 p. (Initiation supérieure).

BL

Ce volume se penche sur les problèmes des "nations pauvres" ou sous-développées. Il dénonce d'abord les échecs des pays riches dans leurs tentatives d'aide au sous-développement:

- les plans de développement sont trop standards et mal adaptés aux besoins de chaque région;
- une révolution économique ou politique ne peut conduire d'une manière définitive au progrès que, si, à la base, se trouve une révolution culturelle; ce vers qui n'ont jamais tendu les plans d'aide économique;

- les nations riches entretiennent chez les nations pauvres des illusions comme celle de la transfortion magique et instantanée de l'économie, celle de la supposée impossibilité d'agir sur les données démographiques et de l'inutilité des réformes agraires, celle voulant que la prévision économique garantisse l'avenir, etc...

Le volume offre aussi quelques suggestions.

En voici quelques-unes:

- les tentatives de développement devraient être spatialement limitées et à objectifs plus modérés;
- les nations industrialisées devraient essayer de mettre au point un système de stabilisation des cours des matières premières;
- les nations riches en renonçant à leur politique d'armements pourraient rapidement solutionner les problèmes de sous-développement;
- il faudrait aussi envisager la question d'une contribution mondiale de solidarité ou d'un impôt international; etc...

TURNER, Louis. Multinational companies and the Third World. New York, Hill and Wang, 1973, 294 p.

BL

Partout dans le monde, les sociétés multinationales sont l'objet d'attaques et de critiques, principalement dans les pays sous-développés où le conflit est particulièrement aigu. Ce livre étudie toutes les implications économiques et sociales du problème, et conclut que, dans l'ensemble, les investissements des sociétés dans les pays du Tiers-Monde contribuent largement à leur développement.

PERSONNES ÂGEES - LOGEMENT

Beyond Shelter; a Study of National Housing Act Financed Housing for the Elderly. Michael J. Audain, study director. Ottawa, Canadian Council on Social Development, 1973. 479 p.

BL

Etude entreprise par le Conseil canadien de développement social, et portant sur les logements pour les personnes âgées. Après avoir exploré les lois fédérales et provinciales existant sur le sujet, l'étude fait part de ce qui a été réalisé dans ce domaine depuis la fin des années 60, et en conclusion fait les recommandations suivantes: que les personnes âgées puissent choisir le genre de logement qui leur convient: soit privé ou collectif, qu'elles puissent bénéficier de services médicaux et sociaux adéquats, de centres récréatifs, qu'elles puissent enfin participer à la vie communautaire en ayant des accomodations pour le transport.

PETITES CREANCES

Voir: DETTES ET CREANCES - LOIS ET REGLEMENTS

PHARMACIES D'HÔPITAUX

United States. Department of Health, Education, and Welfare. Health Resources Administration. Planning for Hospital Pharmacies. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1974. (Health facilities series) HE

BL

"This manual presents guidelines for planning pharmacy facilities for short-term general hospitals of 100, 300, and 500 beds. The proposals are illustrated with options for planning such facilities."

Les titres des chapitres sont les suivants:

1- The planning process.
2- Location and space.
3- Drug distribution.
4- Manufacturing and packaging.
5- Drug information.
6- Teaching and research.
7- Administration.
8- Equipment planning.
9- Transportation and communication.
10- Material, utilities, and environmental factors.
11- Designing for growth.

Une bonne bibliographie termine cet ouvrage.

POLLUTION

Canada. Conseil national de recherches. Comité associé sur les critères scientifiques concernant l'état de l'environnement. L'effet des déchets de pâtes et papiers sur la vie aquatique, en portant une attention particulière aux poissons et aux méthodes de test-témoins employés pour mesurer les effets nuisibles par J.R. Marier. Trad. par Jude DesChênes. Ottawa, 1974. vii, 50 p. et appendices.

BL

"Le sujet de pâtes et papiers est de toute première importance pour l'environnement canadien. Il a d'ailleurs eu la priorité sur les autres sujets traités par le sous-comité de l'eau du Comité associé de CNRC sur les critères scientifiques concernant l'état de l'environnement.

L'intérêt du sous-comité était guidé par le fait que l'industrie papetière emploie une quantité énorme d'eau. Ce rapport se divise en cinq parties principales:

1. Caractéristiques de certains types d'eau et leur influence sur l'impact de divers polluants;
2. Production des déchets par les divers procédés d'usinage;
3. Substances présentes dans les déchets d'usine de pâtes et papiers;
4. Effets défavorables à l'environnement, dûs aux déchets de pâtes et papiers;
5. Les différents tests qui peuvent être utilisés pour mesurer les effets non désirables pour les écosystèmes aquatiques."

Canada. Ministère de l'Environnement. Direction générale de la pollution atmosphérique. Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique; rapport annuel, 1972-1973. Ottawa, 1973. 33 p.

"La Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique a été promulguée le 1er novembre 1971. Le présent rapport est le premier à être soumis conformément à l'article 41 de la Loi et couvre toutes les opérations pour la période terminée le 31 mars 1973."

United States. Department of Health, Education and Welfare. Public Health Service. Division of Air Pollution. Motor Vehicles, Air Pollution, and Health; a Report of the Surgeon General to the U.S. Congress in Compliance with Public Law 86-493, the Schenck Act. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1962. 459 p. (House document no 87-2-489)

Cette étude intitulée "Motor Vehicles, Air Pollution and Health" fut effectuée en conformité avec le chapitre 493 de la seconde session du 86e Congrès américain. Elle se divise en trois parties:

"Part 1 summarizes current information and theories of the nature of air pollution resulting from emissions from motor vehicles. It also examines approaches to the reduction of such pollution and some of the problems associated with control measures. Finally, it presents an appraisal of the biological effects, proven or potential, of such pollution."

"Part II reviews, in detail, information which has been reported concerning the influence of air pollution on health, with particular reference to the effects from pollution arising from the operation of motor vehicles."

"Part III describes, in some detail, how motor vehicle operation relates to emissions of pollutants, the magnitude of the pollution problem, the nature of chemical reactions in the atmosphere factors affecting concentrations, methods for reducing pollution, and the subject of ambient air and emission standards."

United States. Environmental Protection Agency. Emergency Planning for Municipal Wastewater Treatment Facilities. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1974. 78 p. EP

BL

"A study has been made of emergency planning for municipal wastewater treatment facilities to ensure effective continued operation under emergency conditions. These emergency conditions could be imposed by natural disaster, civil disorders, strikes, faulty maintenance, negligent operation, or accidents.

Over 200 municipal treatment systems were contacted and asked to provide information for this project. This information was used to help identify the principal causes of failures within municipal treatment systems. Information on emergency planning and responses to emergency conditions was provided by these contacts.

The results of this study are presented in the form of a manual for the development of emergency operating plans for municipal wastewater treatment systems. The intent is to expand the concepts stated in the Federal Water Pollution Control Act amendments of 1972".

United States. Environmental Protection Agency. Office of Research and Monotoring. Mercury in the Environment, by David H. Klein. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1973. 23 p. EP1.23/2:660/2-73-008

BL

Le mercure constitue une source importante de pollution. Quelle est son influence sur l'environnement?

"This report presents the results of studies of dilute discharges of mercury and some other metals into the characteristically low-metals environment of western Michigan, together with information on the transport of some of these metals through the environment and on their sinks in the sediments. Atmospheric discharge sources include power plants, airports, asphalt plants, and general urban industrialization. Metals less volatile than mercury are disposited in surface soils near the point of discharge, but only a small portion of the mercury is deposited near the point of discharge. Sewage treatment plants represent a source of discharge of fairly large amounts of mercury, about 1,000 lb. per million population. This mercury is associated primarily with the suspended solids. In local lakes and rivers, mercury is also associated primarily with the suspended solids. In sediments, the concentrations of mercury and other metals correlate strongly with the organic content and the fraction of fine particulates."

United States. Environmental Protection Agency. Office of Water Program Operations. Start-Up of Municipal Wastewater Treatment Facilities. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1973. 92 p. EP

BL

Ce document se veut un manuel d'aide pour les organismes désirant mettre en opération un nouveau service de traitement des déchets, ou pour ceux ayant apporté des améliorations à leur service.

"Information is provided on preparing for actual treatment plant start-up. Preparation for start-up includes: staffing the plant, developing standard operating procedures, conducting dry and wet-run testing of equipment, providing on-site operator training, conducting safety training, and establishing procedures when construction is continuing during start-up.

This manual describes start-up procedures for some of the more common pretreatment and primary treatment units; for the specific secondary treatment processes of activated sludge, trickling filters, stabilization ponds and aerated lagoons; and for sludge handling units and the anaerobic digestion process. The start-up procedures for advanced wastewater treatment units and processes are not within the scope of this manual.

References are provided for additional information on administrative and process considerations; a glossary of pertinent wastewater terms is also included".

United States. Environmental Protection Agency. Progress in the Prevention and Control of Air Pollution in 1973; Annual Report of the Administrator of the Environmental Protection Agency to the Congress of the United States. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1974. 85 p.
EP

BL

Ce document se veut un résumé de l'activité de l'EPA au niveau de la pollution de l'air au cours des dix premiers mois de 1973. L'une de ses principales fonctions est celle de la règlementation: nous y retrouvons une analyse des nouveaux règlements, ainsi que les raisons pour lesquelles d'autres ont été suspendus pour une certaine période. Une autre fonction de l'EPA consiste en un pouvoir d'inspection: ce document fait un bref inventaire de cette action au cours de 1973. Enfin, soulignons un autre point: l'EPA a un rôle important à jouer dans le contrôle de la pollution de l'air, mais ses actions ne sont pas exclusives. Les états et les gouvernements locaux ont également des pouvoirs. Ce document traite de cette question.

POSTES - ADMINISTRATION PUBLIQUE FEDERALE

Canada. Conseil du Trésor. La gestion du courrier au sein des ministères et organismes gouvernementaux. Ottawa, Information Canada, 1974. vi, 68 p.(Série de la gestion des écritures, 3)

BL

"Le but de ce manuel est d'aider les gérants de salles de courrier, au sein du gouvernement, à administrer celles-ci de façon efficiente et efficace. Plus spécifiquement cette brochure sera:

a) un instrument utile de référence pour les gérants de salles de courrier et pour tous ceux qui sont responsables du traitement de courrier;

b) une description des méthodes appropriées à la gestion du courrier qui donnera au gouvernement le meilleur rendement possible pour chaque dollar dépensé pour le traitement du courrier;

c) une source autorisée d'information technique et de conseils pratiques qui permettront au personnel de la salle de courrier de mieux faire leur travail".

PREMIER MINISTRE

Thomas d'Aquino. "The Prime Minister's Office: Catalyst or cabal? Aspects of the development of the Office in Canada and some thoughts about its future", Administration publique du Canada, 17, 1, printemps 74: 55-79.

BL

Le bureau du Premier Ministre, tel qu'il s'est développé au Canada au cours des cinq dernières années, lui fournit une aide extrêmement appréciable. Certains ajustements et sauvegardes s'imposent en vue de renforcer le bureau tout en s'assurant qu'il respecte les principes fondamentaux de gouvernement parlementaire.

PRESIDENCE - ETATS-UNIS

CHAMBREEN, Adolphe de. The Executive Power in the United States: a study of constitutional law. Translated from the original french by Mrs Madeleine Vinton Dahlgreen. Florida, Wm. W. Gaunt, 1974. 288 p.

BL

Analyse des pouvoirs que la constitution octroie au Président, de ses relations avec le Congrès, le Sénat et les tribunaux; exposé des avantages et des désavantages des fréquents changements à la présidence. Somme toute, depuis Washington, les pouvoirs du Président ont augmenté plutôt que diminué.

La vitalité de la constitution américaine dépend de la force du pouvoir exécutif et d'un juste équilibre de ce dernier avec la Chambre des représentants et le Sénat.

PRODUITS PETROLIERS - COMMERCE

Québec (Province) Lois, statuts, etc. Loi sur le commerce des produits pétroliers (L.Q. 1971 chap. 33) et règlements. Petroleum Products Trade Act (L.Q. 1971 chap. 33) and Regulations. Québec, Ministère des Richesses naturelles, Direction générale de l'énergie, Direction des hydrocarbures, 1973. 309 p.

BA (G)

Contient le texte de la loi et les règlements du commerce des produits pétroliers. Les sections de la table des matières se lisent comme suit: Section I: Généralités; II: Echantillonnage et analyse;III: Permis; IV: Normes techniques relatives aux établissements de commerce au détail; V: Normes techniques pour l'entreposage de produits pétroliers; VI: Normes techniques relatives au transport et à la manutention des produits pétroliers; VII· Normes relatives au commerce en gros des produits pétroliers. Texte anglais en regard du texte français.

RADIOACTIVITE - EFFETS BIOLOGIQUES ET PHYSIOLOGIQUES

National Conference on Radiation Control. Planning for Protection; 5th Annual National Conference on Radiation Control, May 6-10 1973. Portland, Oregon. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1973. 363 p. HE

BL

Le "Bureau of Radiological Health" s'intéresse à toute question de l'influence des radiations ionisées ou non sur l'être humain. C'est cet organisme qui est un des responsables de la tenue de cette conférence.

"Participants representing state and major local radiation control programs, as well as federal agencies, discussed mutual radiation control problems. "Planning for protection" was the theme for the 1973 meeting which considered a number of approaches to reducing radiation levels in our society, and at the same time, improving the use of radiation forms in improving our environment, our health, our lives, and our livelihoods. In addition to formal presentations and educational seminars, the proceedings contain the reports of Workshops and Resolutions by the Conference of Radiation Control Program Directors".

Canada. Conseil national de recherches. Comité associé sur les critères scientifiques concernant l'état de l'environnement. Un résumé de critères sur la radioactivité dans l'environnement, par H.C. Rothschild. Trad. par Anne-Marie Dupin. Ottawa, 1974. v, 45 p.

BL

"Les substances radioactives qu'elles soient le produit d'un processus naturel ou des activités humaines sont partout présentes dans l'environnement. Ces matières émettent des rayonnements ionisants, lesquels impliquent un risque latent pour ceux qui y sont exposés. Actuellement presque la totalité de la dose reçue par la population canadienne provient de l'exposition à la radioactivité naturelle, la radioactivité produite par l'homme étant négligeable. Les évaluations numériques des dégâts dus à de telles expositions constituent les critères sur lesquels peuvent être basés les niveaux standard de sécurité." Ces critères font donc l'objet de la présente étude.

RELATIONS INTERPARLEMENTAIRES - CANADA - ETATS-UNIS

ABRAMS, Matthew John. The Canada-United States Interparliamentary Group. Ottawa, Parliamentary Centre for Foreign Affairs, and Foreign Trade; Toronto, Canadian Institute of International Affairs 1973. x, 148 p.

BL

Parmi les nombreux organismes institués par le Canada et les Etats-Unis pour des consultations conjointes, le Canada-United States Interparliamentary Group est le seul qui permette à des législateurs des deux pays de se rencontrer. Quel est son rôle? C'est à quoi répond le livre en étudiant les structures et les procédures de l'organisme, son importance dans les relations canado-américaines, son impact sur les lois présentées au Parlement et au Congrès, sa relation avec les systèmes politiques des deux pays.

SALAIRE MINIMUM

Voir: TRAVAIL - CONDITIONS

SANTE - SYSTEMES DE CLASSIFICATION

LEVASSEUR, Madeleine. Systèmes de classification élaborés dans le cadre du programme MEDICS. Québec, Ministère des Affaires sociales, Direction générale de la planification, 1973. 101 p.

BA (G)

Présentation d'un sous-modèle de la morbidité et des ressources humaines médicales et autres du système hospitalier avec explications concernant les classifications de ce modèle. En annexes: la classification des maladies et les codes MEDICS et CIMA. Classification des spécialités des médecins des centres d'activité et centres intermédiaires, des établissements hospitaliers, description et classification des actes médicaux.

SOCIETES MULTINATIONALES

VAUPEL, James W. et GURHAN, Joan P. The World's Multinational Enterprises; a Sourcebook of Tables Based on a Study of the Largest U.S. and Non-U.S. Manufacturing Corporations. Boston, Division of Research, Graduate School of Business Administration, Harvard University, 1973. xxxiii, 505 p.

BL

Données statistiques couvrant plus de 25,000 sociétés multinationales américaines ou autres, et leurs filiales.

SYNDICATS CANADIENS

KIPLING, Bogdan. "Solidarité toujours?", La Gazette du travail, 74, 3, mars 74: 142-6.

BL

Puisque les intérêts économiques du Canada et des Etats-Unis divergent, et, par conséquent, leurs politiques, les syndicats canadiens, affiliés aux centrales américaines, doivent couper le "lien international" avec les syndicats américains.

TENUE DE LIVRES

Canada. Conseil national du bien-être social. Manuel de tenue des livres à l'intention des groupes de citoyens à faible revenu. Ottawa, 1973. iv, 101 p.

BL

"Manuel qui pourrait servir de guide général à tous les groupes canadiens de citoyens à faible revenu dans l'élaboration de leurs systèmes de tenue des livres, autant en ce qui concerne leurs besoins internes que les exigences des organismes qui peuvent les subventionner. Le rapport se divise en deux parties, dont la première s'intitule Tenue des livres d'un nouveau groupe. Cette partie présente un système élémentaire de tenue des livres ainsi qu'une description de ses principes et procédures fondamentaux. La deuxième partie traite des problèmes de tenue des livres auxquels un groupe doit faire face à mesure qu'il accroît ses opérations et qu'il dispose d'un budget plus important".

TORDEUSE DES BOURGEONS DE L'EPINETTE

Voir: INSECTES NUISIBLES

TOURISTES - ETATS-UNIS

United States. Department of Commerce. Travel Service. Annual Summary of International Travelers to the U.S. January-December 1973. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1974. 93 p.

BL

"The United States Travel Service, in an effort to more effectively supply travel data to the industry, has prepared an annual summary of foreign visitors arrivals to the United States.

The following publication includes statistical data on foreign visitor arrivals in the U.S. by month and cumulative to data figures, country of last permanent residence and purpose of visit."

TRANSPORT EN COMMUN

United States. Department of Transportation. Assistant Secretary for Policy and International Affairs. Office of Transportation Planning Analysis. Evaluation of Rail Rapid Transit and Express Bus Service in the Urban Commuter Market, by J. Hayden Boyd, Norman J. Asher, and Elliot S. Wetzler. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1973. 132 p. - A.1 - R.4 TD

BL

Le transport privé dans les centres urbains constitue une source non seulement de pollution mais également de congestion automobile.

"This study analyzes and evaluates public transportation alternatives for serving the commuter market. The two main alternatives, rail rapid transit and integrated express bus service, are analyzed from the standpoint of full costs (both supplier and user time costs). User time costs of the two alternatives are roughly equal; however, the supplier costs of the integrated bus service are much lower than those of rail rapid transit.

Quantitative data on fuel consumption and emissions are presented, and the effects of political, regulatory, and institutional constraints are discussed."

TRANSPORT MARITIME - ASSURANCES - ETATS-UNIS

United States. Department of Commerce. Marine Administration. Is it Time for a Change? Proceedings of Symposium on Cargo Insurance and Transporter's Liability, September 18-19, 1973. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1973. 119 p. C

BL

Le transport des marchandises par mer a connu depuis quelques années de profondes transformations. Nous n'avons qu'à penser aux "containers". De telles transformations n'ont pas été accompagnées, cependant, d'une modification aux lois et règlements correspondants. C'est dans le but de revoir notamment la question des assurances pour les cargos, et la responsabilité des transporteurs que ce symposium a été tenu.

TRANSPORT SCOLAIRE

MASSON, Pierre G. Le transport par autobus scolaires au Québec comparé à celui des autres provinces. Québec, Ministère des Transports, 1974. 36 p.

BA (G)

Québec vient en tête de toutes les provinces du Canada pour le nombre d'autobus scolaires et le nombre d'élèves transportés. Le coût y est également de beaucoup supérieur à celui de l'Ontario où la population est plus élevée d'un million environ. Cet écart provient de trois causes: 1- Plus d'agglomérations urbaines en Ontario, ce qui facilite l'organisation et le développement du transport. 2- Le regroupement des écoliers québécois dans d'immenses complexes scolaires éloignés de leur domicile. 3- Les exigences plus grandes en Ontario concernant l'accessibilité au transport scolaire.

TRANSPORT - LEGISLATION

Québec (Province) Ministère des Transports. Recueil des lois sur les transports; codification administrative. Compilation of Statutes on Transports; Administrative Codification. Ed. publiée sous l'autorité du ministre des Transports Québec, 1973. 408 p.

BA (G)

Comprend les: Loi du ministère des Transports (Projet de loi 221), Loi des Transports (Projet de loi 23), le Code de la route (chap. 231), Loi pour assurer l'indemnisation des victimes d'accidents d'automobiles (chap. 232), Loi de la publicité le long des routes, Loi des autoroutes, Loi des chemins de fer (chap. 291), Loi de la voirie (chap. 133), Loi concernant les cimetières d'automobiles et les dépotoirs le long des routes (chap. 48-1965), Loi de la Société des traversiers Québec-Lévis. Extraits de lois connexes. Conforme à la législation adoptée avant septembre 73 inclusivement. Préparé à l'usage des fonctionnaires et autres intéressés. Pour fins légales, référer aux statuts.

TRAVAIL, ANALYSE DU

Québec (Province) Ministère des Affaires sociales. Direction des systèmes de gestion. Aspects relations humaines et créativité dans l'étude du travail. Complément à la méthodologie générale d'intervention dans le domaine de l'étude des systèmes et méthodes. Annexe VIII. Québec, 1973. 38 p.

BA (G)

Les relations humaines sont d'une grande importance en étude du travail. La rencontre de l'analyste avec la direction est le premier jalon du succès d'une étude d'organisation. A ce moment sont évoqués les grands principes d'une gestion efficace et l'appui total de la direction est la condition première de réussite pour l'analyste. Pour celui-ci, le chef de service est sans nul doute la personne la plus difficile à gagner à la cause. La créativité, "qualité essentielle" à tout analyste innée ou développée d'après des techniques précises (le "brainstorming ou le "système idéal") permet de trouver des solutions à des problèmes.

Québec (Province) Ministère des Affaires sociales. Direction des systèmes de gestion. L'étude des systèmes et méthodes; méthodologie générale (10 annexes servant à préciser certaines techniques particulières à cette étude accompagnent cette publication). Québec, 1973. 63 p.

BA (G)

Description des phases et étapes d'une étude de systèmes et méthodes: objectifs de l'étude, notion de système, conception de systèmes idéaux. Analyse des différentes étapes d'un projet: choix d'une étude, critique de l'état actuel et diagnostic. L'avant-projet (recherche et proposition de solutions optimales), le projet (description détaillée des éléments de solution), la mise en place et le bilan de l'intervention (évaluation de l'action d'organisation entreprise).

Québec (Province) Ministère des Affaires sociales. Direction des systèmes de gestion. Plan d'enquête sur les systèmes existants. Exemple d'un projet portant sur les systèmes et méthodes. - Notions de système. Examen des alternatives. Définition schématique de la notion de système et grille des contraintes. - La mesure du travail. Annexes III-VII., (en 1 vol.) servant à préciser certaines techniques particulières à l'étude des systèmes et méthodes. Québec, 1973. pagination variée.

BA (G)

Comprend: un formulaire pour l'enquête sur les systèmes existants. Description d'un projet de système de contrôle de médicaments dans un hôpital. Principaux critères de comparaison des systèmes. Schéma et définition des caractéristiques et des éléments de dimension d'un système. Grille d'évaluation des contraintes. Exposé sur les concepts et les techniques de la mesure du travail.

Québec (Province) Ministère des Affaires sociales. Direction des systèmes de gestion. Techniques d'enregistrement des faits. Complément à la méthodologie générale d'intervention dans le domaine de l'étude des systèmes et méthodes. Annexe II. Québec, 1973. 38 p.

BA (G)

Les faits recueillis au cours du relevé de l'état actuel servent de base à l'analyse critique du travail et à l'implantation de nouvelles méthodes. Cette annexe fournit, à l'analyste chargé d'un projet sur l'étude du travail, des moyens de compiler ces données de façon claire et précise. Description des principales techniques de cueillette des faits: entrevue, questionnaire, formulaire. Série des divers types de formulaires pour la planification, la simplification et la mesure du travail.

Québec (Province) Ministère des Affaires sociales. Direction des systèmes de gestion. Terminologie de base. Complément à la méthodologie générale d'intervention dans le domaine de l'étude des systèmes et méthodes. Annexe 1. Québec, 1973. pagination variée.

BA (G)

Présentation de la liste et de la définition des principaux termes ou expressions employés en organisation du travail. Ce document est divisé en 2 parties: le lexique et une liste des termes, subdivisée à son tour en 3 sections: l'organisation générale, l'étude des systèmes et méthodes, et la mesure du travail.

Voir aussi: GESTION

TRAVAIL - CONDITIONS

BOUCHER, Marie-Claire. "Les horaires de travail en pleine évolution", Commerce, 76, 4, avr. 74: 54-60; 5, mai 74: 56-60.

BL

Etude des avantages et inconvénients des quatre principales méthodes d'aménagement des horaires de travail: a) semaine de travail comprimée, et à l'intérieur de la semaine de travail traditionnelle, les formules suivantes: b) horaire conventionnel c) horaires décalés d) horaires flexibles.

Canada. Ministère du Travail. Direction de l'économique et des recherches. Conditions de travail dans l'industrie canadienne, 1972. Ottawa, Information Canada, 1974. iv, 119 p.

BL

"Le 16e rapport annuel des "conditions de travail dans l'industrie canadienne" est publié à partir de données obtenues d'une enquête que le ministère du Travail du Canada a menée par la poste auprès de 35,000 établissements au 1er octobre 1972. En plus des principales conditions de travail ne portant pas sur les salaires, par exemple la durée du travail, les jours fériés payés, les congés annuels payés et le nombre d'employés visés par les conventions collectives recueillies chaque année, l'enquête de 1972 portait sur les méthodes d'évaluation des tâches, les endroits de stationnement, l'emploi de travailleurs à domicile, la semaine réduite de travail et l'emploi de travailleurs réguliers à temps partiel. Seulement les principales conditions de travail sont couvertes dans ce rapport. Les autres items feront l'objet d'études spéciales qui seront publiées plus tard".

HUBERT, Bernard. "Lettre au ministre du Travail sur l'augmentation du salaire minimum", L'Eglise de Montréal, 92, 19, 9 mai 74: 303-4

BL

Il faut que les travailleurs trouvent dans leur salaire le principal revenu requis pour la satisfaction de leurs besoins individuels et familiaux . Il faut donc songer à apporter des correctifs aux éléments suivants: taux du salaire minimum, étendue de la protection et respect de la loi. De plus, il faut étudier la possibilité d'indexer les salaires, d'instaurer des mécanismes régulateurs plus adéquats au niveau des bénéfices énormes des grandes

compagnies et d'établir une plus grande cohérence entre les différentes législations concernant le revenu, le travail et l'aide sociale.

TRAVAIL - CONDITIONS - ETATS-UNIS

United States. Department of Labor. Employment Standards Administration. Minimum Wage and Maximum Hours Standards Under the Fair Labor Standards Act; an Economic Effects Study Submitted to Congress 1974. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1974. 85 p. L36.9:974

BL

Nous retrouvons trois parties principales dans ce document. La première souligne le travail effectué au Congrès en rapport avec cette loi. La seconde résume l'activité de "l'Employment Standards Administration" au cours de la dernière année: cet organisme responsable de l'application de la loi, a fait des enquêtes notamment sur le respect du salaire minimum, des normes concernant l'emploi des jeunes, des handicapés, etc... Enfin, une dernière partie fait mention d'études spéciales menées par cet organisme.

TRAVAIL - SATISFACTION - ETATS-UNIS

United States. Department of Labor. Manpower Administration. Job Satisfaction: is there a Trend? Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1974. 57 p. (Manpower research monograph no. 30) L1.39/3:30

BL

Même si beaucoup d'études ont été publiées sur le mécontentement au travail, nous constatons depuis quelques années une nouvelle tendance: des recherches très nombreuses se font sur la satisfaction au travail. Par exemple, entre 1967 et 1972, 556 rapports ont été publiés sur ce sujet:

"This report reviews some of the major research on job satisfaction that has been conducted in the past 40 years. It will provide the reader with some of the informational tools necessary for understanding current or fu-

ture discussions of job satisfaction and related questions.

The information is presented in five major sections that deal with the following topics: national trends in job satisfaction; demographic and occupational distributions of job satisfaction; motivational assumptions about what Americans look for in their jobs; the implications of job satisfaction or dissatisfaction for workers, employers, and society at large; and experiments to improve working conditions".

TRAVAIL - SECURITE ET HYGIENE - ETATS-UNIS

United States. Department of Labor. The President's Report on Occupational Safety and Health Including Reports on Occupational Safety and Health by the United States Department of Labor, the Occupational Safety and Health Review Commission and the Department of Health, Education and Welfare. Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, 1973. 161 p. PrEX

BL

La sécurité des travailleurs constitue l'une des grandes priorités du Ministère américain du Travail - de même que des autres organismes responsables de l'application de la loi. Ce document fait le point sur cette question pour l'année 1972.

"The year 1972 was one of progress and development. Programs started in 1971 moved from the planning and developmental stages into full operation. Key programs included an inspection priority system with increased responsiveness to employee complaints and more emphasis on fatality and catastrophe investigations, and special programs to reduce specific safety and health hazards, notably the Target Industry Program, begun in 1971, and The Target Health Hazards Program that followed in early 1972. Increased feedback from labor and management provided insights that led to improvements in procedures and field operations, and contributed to a growing understanding of the occupational safety and health needs of this Nation. Overall support from employee organizations, trade associations, the news media, and the general public confirmed the fundamental soundness of the Occupational Safety and Health

Act of 1970 (Public law 91-596). Today, more than ever, there is reason to believe that safety and health hazards can be reduced appreciably, at minimum costs to employers, and that the work environment in the United States can be made safer and healthier".

URBANISME ET URBANISATION

BIANCHI, R. Pour une maîtrise de l'environnement urbain. Préf. de M. Doublet. Paris, Editions Chiron, 136 p.

"La construction des villes réalisée au gré des intérêts particuliers, sans soumission à une technique rigide et élaborée, a abouti à faire de toutes les cités d'inextricables puzzles à finalité anti-économique". On confond trop souvent urbanisme et architecture ce qui entraine la confusion des circulations et des activités.

La rue traditionnelle et le centre-ville "que ce soit en matière de circulation, d'activité commerciale ou de conception architecturale, s'avèrent un élément fondamental d'une tradition dépassée".

L'incohérence du zoning, l'organisation anti économique des services administratifs, l'inefficacité des équipements collectifs, l'absence d'une politique de plantation et de rénovation urbaine, la densité des centres, l'incohérence des quartiers périphériques sont autant de causes à l'inadaptation des villes.

Un impératif: humaniser la ville en reconsidérant l'environnement de l'habitat et de l'industrie, la place de la nature et de la circulation.

Une nouvelle méthode de concevoir l'urbanisation serait de créer des "unités d'urbanisation" (habitat-travail). "L'unité d'urbanisation organise les différents trafics dans le but de réduire les déplacements inutiles". Des croquis et des plans illustrent les différents types d'"unités d'urbanisation", qui sont aussi examinés en fonction de la création de villes nouvelles et de la rénovation des vieilles cités.

USINES - LOCALISATION

SHARLIG, Alain. Où construire l'usine? Paris, Dunod, 1973. 228 p.

Analyse des différentes approches pour la localisation d'une entreprise.

L'approche géographique continue attache une grande importance à la surface du territoire, en particulier aux transports et donc aux distances. La localisation optimale est ici résolue par le problème de Weber et ses variantes lequel tient compte de "peu d'éléments économiques de décision", et se contente "de minimiser les coûts de transport". Par contre les méthodes continues s'imposent souvent en raison de leur "facilité d'application," leur simplicité, leur approximation aisément évaluable.

Dans l'approche géographique discrète, les surfaces de transport, les distances et les coûts sont évalués selon les critères multiples moins théoriques: nombre exact de kilomètres à parcourir, "détours imposés par le terrain", parcours difficiles ou encombrés, "choix d'un petit nombre de points d'implantation possibles".

Les modèles géographiques discrets, de plus, maximisent les profits par rapport aux facteurs quantifiables; abondants et compliqués ils ont parfois le défaut de tout embrouiller.

L'approche multicritère ne se limite plus à l'aspect géographique pas plus qu'aux seuls facteurs quantifiables comme le transport et les coûts; elle englobe un grand nombre de facteurs qualitatifs, non quantifiables comme la proximité d'une université, l'attitude de la collectivité locale, les distractions de plein air et les distractions culturelles, les services publics: hôpitaux, hotels, aérodromes.